

COMMUNIQUE DE LA CONFEDERATION NATIONALE DES FOYERS RURAUX (FNFR)

La FNFR (Confédération nationale des foyers ruraux) est un mouvement d'éducation populaire implanté sur les territoires ruraux depuis 1946. Elle fédère 2 500 associations locales, qui regroupent adhérents. Elle participe au développement des territoires ruraux par des actions concrètes qui se situent dans les champs économiques, culturels, éducatifs, ou sportifs.. Comme tout mouvement d'éducation populaire elle cherche en premier lieu à encourager et à préparer l'engagement citoyen.

En 2004 le ministère de l'agriculture a diminué les subventions allouées à notre tête de réseau de 50% (400 000 €) sans aucune justification crédible, et sans préavis. En 2005, nouvelle diminution de 60 000 € sur les projets de la tête de réseau doublé de l'annonce d'un gel définitif des 43 postes Fonjep (plus de 300 000 €). Ces postes sont utilisés dans les fédérations départementales pour accompagner les actions de développement des territoires, rajoutons à cela la disparition des emplois jeunes qui touche directement les toutes petites associations.

En 2005 le ministère de la jeunesse et des sports a diminué sa subvention de 40%, sans préavis, le ministère de la culture de 20%, le CDVA (formation des bénévoles) de 60%. En deux ans l'État s'est ainsi désengagé de près de 1 000 000 d'€ soit un tiers du budget de la fédération nationale. Sans avertissement, sans que soit mis en doute la pertinence des actions menées sur les territoires au terme d'évaluations conduites par les services d'inspection des ministères concernés. Au contraire ces rapports d'inspection ont montré la qualité de nos interventions.

La conséquence immédiate de telles mesures a été la réduction drastique des effectifs du siège de notre fédération. En 2003 il y avait 22 salariés, ils sont aujourd'hui 9.

La FNFR n'est pas la seule association nationale visée par de telles restrictions. L'ensemble des mouvements d'éducation populaire est durement touché, et notamment par la menace de suppression de personnels mis à disposition.

Cette posture est **inadmissible et incompréhensible**. C'est une véritable entreprise de **déstabilisation voire de destruction des associations** qui menace à terme l'intégrité des territoires et l'emploi dans le secteur associatif. C'est une posture paradoxale qui s'illustre de manière dramatique dans la crise actuelle alors que les pouvoirs publics ont besoin que les citoyens se mobilisent pour réduire la fracture et rétablir le lien social.

Encore plus invraisemblable : dans le cadre de la loi Borloo les associations sont invitées à embaucher 45 000 personnes alors que ces nouveaux contrats concernent des gens qui sont en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle, et alors que les associations sont souvent contraintes de licencier des personnes qualifiées et d'expériences dont elles ont besoin pour mener à bien leurs missions.

Face à ce constat dramatique nous appelons les adhérents de notre mouvement, les autres mouvements d'éducation populaire, les autres associations du milieu rural, les élus locaux qui connaissent bien la pertinence du travail réalisé sur les territoires à se mobiliser pour défendre cette immense richesse que représente le tissu associatif en France.

Communiqué adopté par le bureau national dans sa réunion du 15 novembre 2005